

**Didier ROBERT**

Président du Conseil Régional  
Hôtel de Région Pierre LAGOURGUE  
Avenue René CASSIN  
Moufia - BP 7190  
97719 SAINT-DENIS MESSAG CEDEX

N/Réf : Saint-Denis, le 30 mars 2018

**Objet :** Allocation logement Accession : sauver 523 dossiers en souffrance à ce jour.

Monsieur le Président

Depuis le 1<sup>er</sup> mars, date de notre rassemblement devant la Préfecture pour réclamer le rétablissement de l'allocation logement accession, des initiatives locales ont été engagées par

- les parlementaires locaux :

**Le Député David LORION** a déposé à l'Assemblée nationale un projet de loi visant à restaurer l'allocation logement accession en outremer. Le texte est signé par l'ensemble des parlementaires réunionnais.

**La Députée Ericka BAREIGTS** a récemment écrit un courrier à Jacques Mézard et Annick GIRARDIN, respectivement Ministre de la Cohésion des Territoires et des Outre-mer, dans lequel elle propose l'application d'urgence de l'allocation logement accession dès le Projet de Loi Evolution du Logement et Aménagement Numérique (ELAN) qui sera présenté en Conseil des ministres le 4 avril prochain.

**La Députée Nadia RAMASSAMY** a rencontré le Président de la République lors de son déplacement en Inde. Selon elle Monsieur E. MACRON serait pour la restauration de l'allocation logement accession dans une prochaine grande loi pour l'outremer.

- les acteurs du terrain :

**Les organisations syndicales de salariés et les artisans sous-traitants** ont manifesté à plusieurs reprises leur inquiétude quant à la capacité et à la volonté de leurs employeurs et donneurs d'ordre à rester sur le marché du logement social diffus et groupé et de l'amélioration de l'habitat depuis la fin de l'allocation logement accession.

**La Confédération Nationale du Logement** (CNL) a pris l'initiative de rencontrer les familles pour leur expliquer, entre autres, les conséquences du retrait de l'effort de l'Etat dans leur projet d'accession à la propriété.

Bien entendu la presse locale, nourrie des actions mises en œuvre par les uns et les autres pour ressusciter l'aide publique au logement en accession, fait régulièrement l'écho de celles-ci. En moins d'un mois près d'une vingtaine d'articles est parue dans les journaux (écrits et télévisés)

Loin de nous de faire l'éloge de ces initiatives mais elles sont des indicateurs montrant, d'une part, l'inquiétude des forces vives face au retrait de l'Etat dans l'accompagnement de l'accession social au logement et, d'autre part, le refus des familles, salariés et entreprises d'être victimes d'une décision brutale.